

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le XII^e Congrès du Parti bolchevik (*Boris Souvarine*).
— Le Communisme en France (*Léon Trotsky*). —
Le Triomphe du Fascisme (*Karl Radek*). — Les
Tâches prochaines du Parti communiste (*Marcel*

Ollivier). — La Critique d'Otto Bauer (*Léon
Trotsky*). — Le Mouvement ouvrier chinois noyé
dans le sang (*H. M.*). — Convictions et Forces
réelles (*L. Trotsky*).

Le XII^e Congrès du Parti bolchevik

NOS camarades russes viennent de tenir leur XII^e Congrès. Pour la première fois, le fondateur de leur Parti, l'auteur de leur doctrine spécifique — devenue celle de toute l'Internationale Communiste — n'a pu assister à l'assemblée souveraine qui décide de l'avenir de la Révolution. Lénine, malade, est tenu éloigné de son Parti. Mais son esprit impérissable vit chez ses condisciples et disciples. Jamais Lénine n'a été plus présent que dans ce Congrès.

Deux ans se sont écoulés depuis le X^e Congrès qui confirma la « nouvelle politique économique », la *Nep*, improvisée un mois plus tôt par le Comité central du Parti sous l'inspiration de Lénine. Pour la première fois, il a été possible d'apprécier véritablement les conséquences immédiates de cette politique.

L'an dernier, il n'avait guère été possible de prononcer un jugement qui ne fût prématuré : la *Nep*, en effet, n'a été vraiment mise en vigueur qu'environ un an après les décrets qui l'inauguraient. Ces décrets devaient être suivis d'autres, quasi quotidiens, qui les complétaient et constituaient l'ensemble des dispositions créant le nouveau régime économique.

Bien que l'expérience de la *Nep* ne porte encore que sur un laps de temps relativement court, elle vérifie l'excellence des conceptions qui dictèrent à Lénine et au Parti la « retraite » de 1921. Les résultats attendus ont été atteints. Les paysans ont accru leur produc-

tion. L'industrie légère, bien que dans une mesure moindre, a élevé la sienne. L'industrie lourde, bien que dans une mesure encore inférieure, aussi. L'Etat a pu se délivrer d'une grande partie de ses charges. Des échanges de plus en plus normaux, c'est-à-dire de valeurs-travail tendant à correspondre, se sont établis entre la ville et la campagne. Une quantité d'entreprises sont arrivées à travailler et à se développer sur une base commerciale, sans rien recevoir de l'Etat. La restauration de l'économie a fait d'immenses progrès. Les conditions de vie de la classe ouvrière se sont grandement améliorées. En un mot, une ère de travail productif et réparateur s'est ouverte.

C'est cela que le Parti attendait de la *Nep*, et les deux premières années de *Nep* ont confirmé ses vues. Naturellement, l'opération a comporté quelques côtés négatifs ; il n'en pouvait être autrement, et ce serait faire preuve d'une déviation mentale incurable que de confondre la *Nep* avec ses aspects négatifs. Il y a les résultats essentiels qui sont heureux et profitables au peuple russe, à la Révolution. Il y a les conséquences fâcheuses inévitables, qui sont secondaires, d'importance relativement infime et qu'il est facile d'enrayer en les combattant opportunément.

Un de ces côtés négatifs les plus insignifiants est précisément celui que décrivent, le plus complaisamment, les contempteurs de la Révolution, et parmi eux, les anarchistes : c'est la résurrection d'une poignée de profiteurs et de parasites, à la faveur du rétablis-

sement du commerce libre. On dirait que cette poignée de jouisseurs, qui peuplent les restaurants et les boîtes de nuit, exerce une influence quelconque sur les destinées du pays ! Il faut être extraordinairement ignorant des choses de Russie et de la Révolution pour identifier, ne fut-ce qu'une seconde, la *Nep* à cette poignée de « *nepmen* ». Il y a 180 millions d'habitants dans les Républiques soviétistes fédérées, et l'on ne compterait pas plus de quelques pauvres milliers de minuscules profiteurs dans les grandes villes. Ceux-ci, vivant dans la crainte permanente de la terrible poigne prolétarienne, n'ayant que très peu de moyens de jouir de leurs bénéfices, ne pouvant sortir librement du pays, subjissant des impôts écrasants, privés de droits politiques, n'ayant ni presse, ni partis, ne constituent guère un danger ! Seule, la naïveté d'un anarchiste peut expliquer une indignation devant le spectacle de ces quelques poux sur le lion prolétarien.

Les anarchistes, grâce à leur exceptionnelle méconnaissance des données économiques, s'imaginent qu'il serait très simple d'en finir d'un coup avec ces profiteurs. Et, bien qu'ils ne soient pas partisans de la dictature (fi donc !), ils songent à la manière forte qu'ils sauraient employer si, eux, anarchistes, étaient à la place des bolcheviks. Ils oublient seulement que la formation d'une catégorie de petits capitalistes (on ne peut encore parler de classe) est un phénomène inhérent à la liberté qui leur est si chère, de produire, de vendre et d'acheter. Si l'on suivait, en Russie, les conseils des anarchistes, ces ennemis de la dictature, c'est une classe puissante de spéculateurs, d'accapareurs, de capitalistes de toute espèce qui se développerait. Mais les bolcheviks, avec leur dictature, mesurent parcimonieusement la place à ceux qui savent profiter de la liberté — heureusement très restreinte — qui leur est rendue de produire et de commercer. Grâce à cette restriction de liberté, dont ne souffrent que les bourgeois, le mal capitaliste est réduit à une importance minime. Les anarchistes ne comprennent rien à tout cela, parce qu'ils se contentent, dans leur superbe, d'énoncer des abstractions. Quant aux réalités économiques, ils les ignorent.

Beaucoup plus important et dangereux pour la Révolution est le symptôme perçu dans les campagnes, comme conséquence de la *Nep* : la formation d'une catégorie de *Koulaki* (gros bonnets) débrouillards susceptible de prendre, en se développant, des proportions inquiétantes. Les bolcheviks, ayant vu le danger, ont su le combattre. Le XII^e Congrès, précisément, a décidé le remaniement des impôts, qui pèse-

ront désormais plus lourdement sur les *koulaki*, afin d'enrayer leur enrichissement.

La réforme de l'impôt ne porte pas seulement sur la répartition, mais sur la perception : le versement en argent remplacera dans une large mesure les versements en produits naturels. Il y a là une indication caractéristique de l'attention consacrée par le Parti du prolétariat à la paysannerie. C'est que la dictature révolutionnaire repose sur l'entente entre le prolétariat et l'immense majorité des paysans. Si le prolétariat est l'avant-garde, la paysannerie est le gros de l'armée. L'économie russe, où l'agriculture tient une place prépondérante, se reflète dans les rapports politiques de classe, par des concessions aux paysans. Aussi, à l'heure où les conditions matérielles de ceux-ci empirent, du fait de la dépréciation des céréales, de la disproportion entre le rendement agricole et la production industrielle, le Parti bolchevik est-il attentif à tout ce qui peut améliorer la situation économique de la masse des travailleurs des campagnes. La simplification de l'impôt et sa répartition plus juste sont des mesures rationnelles — comme les bolcheviks ont toujours su en prendre à temps.

En même temps qu'il prenait les mesures propres à remédier au passif de la *Nep*, tant dans l'industrie (adoption des thèses de Trotsky) que dans l'agriculture (adoption des thèses de Kamenev), le Congrès portait hardiment la main sur l'appareil gouvernemental et administratif. Les organes dirigeants du Parti et des Soviets ont été revisés, remaniés, reconstitués, leurs tâches mieux réparties et délimitées, leur fonctionnement prévu et préparé. Ces formes nouvelles d'organisation, improvisées dans la hâte fébrile du combat, mises à l'épreuve d'une époque historique sans précédent, s'améliorent d'autant plus facilement qu'elles n'expriment pas les intérêts d'une caste, mais ceux de l'énorme majorité, de la Révolution elle-même.

Le Parti bolchevik, qui sait ainsi se soumettre à la rigueur de la critique prolétarienne, prouve, par ses actes, qu'il est vraiment l'incarnation de la Révolution sociale. Il forme la section modèle de l'Internationale Communiste. Puissent les autres sections prendre exemple sur elle, et puissions-nous, communistes français que nous sommes, faire un Parti digne de celui de nos frères russes, digne de l'Internationale qu'ils ont fondée, digne de la cause prolétarienne pour laquelle luttent les communistes de toute la Terre.

Boris. SOUVARINE.

Le Communisme en France

LE BILAN D'UNE PÉRIODE

La France impérialiste est, en ce moment, la puissance dirigeante du continent européen et, en dehors de ce continent même, une très appréciable grandeur. Ce seul fait confère une haute importance au prolétariat français et à son parti. La révolution européenne n'aura vaincu sans retour que lorsqu'elle sera maîtresse de Paris. Et la victoire du prolétariat sur le continent décidera à peu près automatiquement du sort du capital anglais. Enfin, l'Europe révolutionnaire, à laquelle se joindront tout de suite les peuples opprimés de l'Asie et de l'Afrique, saura tenir à l'oligarchie capitaliste qui règne sur l'Amérique un langage laconique et persuasif. La clef de la situation européenne et, dans une large mesure mondiale, est donc entre les mains de la classe ouvrière française.

L'Internationale Communiste a suivi avec une attention concentrée la vie intérieure du Parti français, précisément parce qu'elle assignait à ce parti un rôle historique considérable. L'ouvrier français a été, le long du chemin de l'histoire, trompé plus que n'importe quel autre ; le Parti Communiste français doit être d'autant plus sévère et intransigeant envers lui-même. A cet égard de grands succès ont déjà été obtenus, que l'on peut, en un certain sens, qualifier de définitifs. Sous l'aspect de la lutte des fractions, et des Cénacles, sous l'aspect des scissions et des exclusions, c'est en réalité l'armement révolutionnaire du Parti français qui s'est lentement accompli au cours des deux dernières années. Et le parti doit s'attaquer, avec ses armes, au métal de l'Etat militariste le plus puissant. Les succès acquis dans cette voie, qui n'est encore que celle des préliminaires, se concrétisent en quelque sorte dans le départ de Frossard et dans les adhésions de Monatte et de Barbusse.

L'ancien secrétaire général du Parti, et dans une certaine mesure son inspirateur, l'inspirateur en tout cas de sa politique officielle, Frossard, représentait les éléments du passé parlementaire du Parti qui tentaient de s'adapter au nouveau coup de barre à gauche, décisif, de l'avant-garde prolétarienne. Pourvu d'une certaine souplesse et d'une certaine mobilité de pensée, inventif, ingénieux, éloquent — doué de qualités précieuses, utiles à tout le monde et notamment aux révolutionnaires, mais qui, pour la politique parlementaire, se suffisent à elles-mêmes — Frossard semble s'être sérieusement imaginé qu'il pourrait, grâce à elles, louvoyer jusqu'à la fin des temps entre l'Internationale Communiste et les ennemis de celle-ci, bénéficier devant la classe ouvrière de l'au-

torité du communisme et la préserver des « exagérations » de Moscou. Opposant ses improvisations diplomatiques, habiles dans le sens de l'équivoque, de la réticence, du double jeu, à la ligne de conduite principielle de l'Internationale Communiste, Frossard ne pouvait pas ne pas aboutir dès ses premiers pas à la confusion. Sa position est le mieux caractérisée par ce fait que quelques heures avant de démissionner du Parti Communiste, il ne savait pas encore lui-même s'il se rendrait à Moscou pour y participer en qualité de membre de l'Exécutif à la direction de l'Internationale Communiste ou s'il allait passer aux ennemis de cette Internationale.

Mais la physionomie personnelle de Frossard ne doit pas nous faire perdre de vue ce qu'a de typique le « frossardisme ». Nous avons eu en Italie un conflit avec le camarade Serrati qui s'est mis, pour un temps assez long, avec sa fraction, en dehors de l'Internationale Communiste. Le développement politique si orageux de l'Italie a de nouveau poussé aujourd'hui les maximalistes et leur leader vers l'Internationale Communiste. Nous espérons que la fusion sera, cette fois, solide. En Allemagne nous avons eu un épisode classique avec Paul Lévi. Lévi s'insurgea contre la tactique, évidemment erronée, du Parti Communiste allemand, suivie en mars 1921 et réussit à prouver en quelques semaines qu'il ne lui manquait, pour se placer parmi les ennemis de la révolution prolétarienne, qu'un bon prétexte. Nous avons observé des faits semblables, quoique moins achevés, moins saisissants, dans les partis tchéco-slovaque et norvégien.

Une chose est frappante au premier abord : c'est qu'on trouve dans tous ces conflits en tête des scissionnistes ou des hésitants, les chefs les plus renommés, c'est-à-dire des hommes qui — tout au moins en apparence — ont dirigé le mouvement pour Moscou et pour la III^e Internationale. Serrati fut le leader incontesté du Parti italien jusqu'en septembre 1919 ; Paul Lévi fut le président du Parti Communiste allemand ; et son imitateur Friesland, le secrétaire général de ce parti ; Frossard, le secrétaire général du Parti français. Ces répétitions de faits attestent que nous ne sommes pas en présence de hasards mais d'une règle, qu'il n'est pas, en fin de compte, si difficile d'expliquer.

Dans les pays de vieux capitalisme ayant d'anciennes traditions social-démocrates, la formation d'un Parti Communiste équivalait à la rupture avec un long passé réformiste, na-

tionaliste, parlementaire. Mais les milieux socialistes dirigeants, les grands noms, les autorités, appartenaient entièrement à ce passé. Et même les socialistes qui avant la guerre, ou pendant la guerre, se situaient à l'extrême gauche de leurs partis, c'est-à-dire dans l'opposition à la politique socialdémocrate officielle, étaient en grande majorité les prisonniers de ce passé. Leur opposition aux Scheidemann et aux Renaudel était oratoire, littéraire, formelle, verbale, mais n'était ni effective, ni révolutionnaire. Lorsqu'après la guerre un mouvement invincible entraîna les masses prolétariennes à gauche, vers le combat avec la bourgeoisie, les éléments socialistes d'opposition pensèrent que leur heure était venue, que la masse approuvait leurs critiques et se préparait à suivre leurs instructions. En réalité leur situation et leur politique rappelaient fortement celles des libéraux modérés dans les révolutions. Le premier sursaut populaire paraît toujours aux libéraux prouver leur raison et leur force ; mais dès le lendemain ils constatent avec horreur que les masses, tout au moins les masses révolutionnaires, ne font pas grande différence, entre les maîtres d'hier et les adversaires modérés de ces derniers. Alors, les libéraux se jettent dans les bras de la réaction.

Si les équivoques leaders de l'opposition socialdémocrate se trouvèrent à la tête des Partis Communistes, c'est que la fraction réellement révolutionnaire de la classe ouvrière n'avait pu éduquer et former en quelques mois de nouveaux chefs. Et il faut bien reconnaître que dans les premières années de l'Internationale Communiste, nous avons eu à la tête de plusieurs de nos partis tantôt des révolutionnaires, toujours hésitants, mais jouissant maîtrise d'eux-mêmes, tantôt des demi-révolutionnaires toujours hésitants, mais jouissant d'une certaine autorité et en possession des routines politiques. De là dérivait et dérivait encore, en partie, — quoique la situation se soit sensiblement améliorée — les difficultés intérieures, les frottements et les conflits au sein de l'I. C. Les leaders à demi centristes craignaient par-dessus tout d'être poussés hors de l'ornière — dissimulée par un radicalisme apparent — de la légalité. Aussi se refusaient-ils à poser révolutionnairement les questions et à appliquer les méthodes effectives de préparation à l'insurrection prolétarienne. Ils invoquaient l'« autonomie nationale ». Pourtant l'analogie qualitative de la politique de Paul Lévi, de Frossard et de quelques autres montrent qu'il ne s'agissait pas de particularités des situations nationales — dont nous devons, naturellement, tenir le plus grand compte — mais d'une tendance parfaitement internationale, d'un centrisme de gauche, tout disposé à s'assimiler le rituel de l'Internationale Communiste et à avaler, sans broncher, 21 conditions et plus, — à la seule condition réelle que rien ne changeât par ailleurs. Frossard était le représentant achevé de cet esprit. C'est pourquoi sa démission du Parti et le départ de ses amis posent un jalon

important dans la voie de la création du Parti révolutionnaire du prolétariat français.

Si Frossard n'est aucunement, comme nous l'avons vu, l'incarnation d'une particularité nationale, la raison pour laquelle il a réussi pendant si longtemps à tromper les autres et à se tromper lui-même sur sa mission politique doit être pourtant recherchée dans les particularités de la situation politique en France. Au contraire de l'Allemagne vaincue et de l'Italie à demi vaincue, la France victorieuse a traversé les années les plus critiques de l'après-guerre sans connaître de grands ébranlements politiques. Et quoique les forces principales qui mènent les pays à la révolution soient les mêmes en France qu'en Allemagne ou qu'en Italie, leur manifestation y est moins brutale, moins orageuse, plus voilée. La formation de l'avant-garde prolétarienne en France s'est donc effectuée lentement, jusqu'à ces derniers mois. L'impression était, ce l'extérieur, que l'ancien parti socialiste évoluait peu à peu vers le communisme, après s'être débarrassé à Tours de son ballast le plus compromettant. Mais, en réalité, à Tours, Renaudel et Longuet avaient été quittés par quantité de leurs amis et disciples qui, le cœur navré, espéraient acheter par leur sacrifice des emplois dirigeants dans le Parti Communiste et contraindre ce parti à respecter, par reconnaissance, leur bonne vieille routine. Par suite de la lenteur des mouvements politiques en France et du conservatisme de l'après-guerre, la gauche même du socialisme français, telle qu'elle s'était formée au Comité de la III^e Internationale, dans le sein du Parti, était encore remarquablement amorphe et disparate. Et ce fait qui n'a pas été également compris par tous les camarades a souvent empêché l'Internationale d'adopter contre la politique de Frossard et de ses amis une attitude plus énergique. Dès 1921 et dès la première moitié de 1922 le groupe Frossard donnait de bonnes raisons pour que l'on rompit avec lui. Mais, à l'époque, la rupture n'eût pas été comprise par la grande majorité des membres du Parti, la nouvelle scission se fût accomplie au hasard et, enfin, l'Internationale eût acquis dans la gauche un groupe assez disparate ayant lui-même besoin d'une épuration intérieure. Il fallait donc, d'abord, donner aux éléments de gauche le temps d'envisager nettement leurs tâches, d'acquiescer une cohésion idéologique, de rassembler autour d'eux un grand nombre de membres du Parti, — et ce n'est qu'ensuite que ce travail idéologique, critique et éducatif, de l'Internationale, pouvait être achevé par des grandes mesures d'organisation énergique d'un caractère « chirurgical ».

A cet égard la lenteur du développement politique de la France a eu pour le Parti Communiste un côté positif. La gauche ne s'est pas trouvée en présence de grandes épreuves politiques avant d'avoir pu s'y préparer sérieusement. En Italie le moment de la scission du Parti Socialiste ne fut pas choisi en vertu de considérations tactiques mais déterminé par

la terrible capitulation des dirigeants du Parti au cours des événements de septembre 1919. En France le moment de la rupture dépendait dans une large mesure de l'Internationale Communiste. Il est vrai que certains camarades dans le Parti français même voulaient forcer les événements, trouvant trop irrésolue, trop patiente et même erronée la tactique de l'Exécutif dans la question française. Y eut-il des fautes partielles de notre part ? Il y en eut sans doute, mais nous pouvons, aujourd'hui, jetant un coup d'œil sur la période écoulée, dire en toute certitude que la tactique de l'Exécutif a été juste dans son ensemble, par ses méthodes et par son application ralentie *correspondant au rythme du développement intérieur de l'avant-garde prolétarienne en France*. C'est pourquoi notre Parti français après une profonde crise intérieure, après s'être débarrassé d'éléments étrangers, a conservé l'écrasante majorité de ses effectifs, toute son organisation et son organe central *l'Humanité*, dont l'importance est en France beaucoup plus grande que dans beaucoup d'autres pays. Il faut noter ici que le Parti français et l'Internationale doivent beaucoup à Marcel Cachin qui eut des malentendus avec l'Internationale mais se plaça résolument, au moment décisif, du côté de la révolution.

L'opération chirurgicale entreprise par le Parti français était certainement difficile et paraissait à quelques camarades trop risquée. Il s'agissait d'une rupture définitive et simultanée du Parti avec l'opinion publique bourgeoise et ses institutions les plus équivoques, franc-maçonnerie, Ligue des Droits de l'Homme, presse radicale, etc. L'opération chirurgicale tirant à sa fin, Frossard qui hésitait encore jeta un coup d'œil autour de lui et se convainquit qu'il n'avait rien à faire dans ce Parti. Et par la porte même par laquelle il venait de sortir avec les franc-maçons et les ligueurs des Droits de l'Homme, deux hommes entrèrent : Monatte et Barbusse.

L'adhésion de Monatte est aussi peu un épisode personnel que le départ de Frossard. Monatte a représenté pendant et depuis la guerre, avec plus d'intransigeance et de force que quiconque, les traditions du syndicalisme révolutionnaire de l'époque de son apogée. La méfiance à l'égard de la politique et des partis tenait une grande place dans ses traditions. Méfiance qui ne manquait pas de raisons historiques. Au cours des dernières années Monatte avait été l'ami fidèle de la révolution russe, inébranlable dans les moments les plus difficiles. Il observait pourtant le Parti Communiste français avec une défiance aiguë et demeurait à l'écart. Et ce n'est que lorsque le Parti eut montré qu'il ne reculerait pas devant les mesures les plus rigoureuses pour affermir son caractère prolétarien et révolutionnaire que Monatte prit sa carte. C'était plus qu'un geste personnel. Ce geste signifiait que le Parti a surmonté la défiance de toute une catégorie de travailleurs révolutionnaires fran-

çais. Il y aura vraisemblablement encore dans le Parti, qui comprend des éléments d'une éducation politique différente, des frottements intérieurs ; mais le caractère vraiment prolétarien du Parti est désormais assuré, ce qui veut dire que son avenir révolutionnaire l'est aussi.

L'adhésion de Barbusse a un caractère plus individuel. Barbusse ne représente pas de traditions révolutionnaires d'avant-guerre. Mais, en revanche, il incarne mieux que personne la conscience indignée de la génération de la guerre. Président de l'Association Républicaine des Anciens Combattants, Barbusse avait conservé, jusqu'à ces derniers temps son indépendance formelle vis-à-vis du Parti Communiste, exprimant par là l'indignation profondément révolutionnaire, mais encore politiquement imprécise, des masses ouvrières et paysannes d'après-guerre. Mais quand les rapports politiques se précisèrent, quand les rhéteurs pacifistes et les dilettanti de la révolution revinrent à leurs origines bourgeoises, Barbusse franchit le seuil du Parti en disant « Me voici ! » Il attestait ainsi que pour tout ce qui pense et s'indigne, pour tout ce qui reste de la génération de la guerre, il n'y a pas d'issue spirituelle en dehors du Parti Communiste. On sent dans le lyrisme contenu de la lettre de Barbusse à *l'Humanité* une véritable passion révolutionnaire. Nous félicitons le Parti français d'avoir fait cette conquête.

A peine Frossard et ceux qui le suivent étaient-ils apparus de l'autre côté des frontières du Parti que les événements connexes à l'occupation de la Ruhr mettaient le Parti Communiste français en présence de sérieuses épreuves politiques. Et le Parti montrait que, débarrassé d'éléments inassimilables, il s'était affermi, il avait grandi par là même. Les répressions n'ont fait qu'accroître sa cohésion morale. Les plus grandes difficultés l'attendent encore, mais on peut déjà dire avec confiance, en toute certitude, qu'un Parti Communiste authentique existe, vit et grandit en France.

L. TROTSKY.

VIENT DE PARAÎTRE

Karl RADEK

La Tactique communiste et l'Offensive du Capital

Une brochure : 1 fr. 25

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Le Triomphe du Fascisme

Une brochure de Karl Radek vient de paraître à la Librairie de l'Humanité, dans la Petite Bibliothèque Communiste; c'est la tactique communiste et l'offensive du capital. Le contenu en est fait des deux discours sur la tactique prononcés par Radek à Moscou devant le IV^e Congrès mondial. Pour engager nos amis à lire cette brochure, nous ne saurions mieux faire que d'en donner ici un important extrait : le chapitre traitant du fascisme.

C'est un fait très attristant que, si nous lisons la littérature clandestine de la contre-révolution, si nous suivons de près les circulaires, les brochures éditées par les milieux contre-révolutionnaires, nous soyons obligés de nous dire : ils sont mille fois mieux renseignés sur ce que nous faisons, sur les dernières idées de la stratégie révolutionnaire, même sur les détails de celle-ci, que nous sur leur activité. (Très bien). Malgré la domination légale de la contre-révolution en Europe, il existe une vie illégale de la contre-révolution qui comprend ses éléments les plus conscients. Rien qu'à ses actes, nous reconnaissons le plan que s'est tracé cette fraction de la contre-révolution qui poursuit son but avec énergie. Il est indubitable que les milieux contre-révolutionnaires allemands, le colonel Bauer en tête, se tiennent en liaison très étroite avec les monarchistes russes, avec la Hongrie de Horthy et travaillent aidés par Mussolini, à rétablir, avec le parti militaire français, des relations que la politique dévoilera un jour et fera apparaître dans la lumière la plus crue. Si l'on observe les agissements de cette aile droite de la contre-révolution, on voit que ses membres comprennent admirablement qu'il y a en Europe centrale trois foyers possibles de révolution prolétarienne : l'Allemagne industrielle, la Tchéco-Slovaquie et l'Italie. Pour cette raison, leur plan vise à la création d'une barrière entre ces trois pays. Les efforts en vue de faire de la Bavière une forteresse de la contre-révolution marchent de pair avec ceux tendant à l'assujettissement de l'Autriche sous les ordres des contre-révolutionnaires.

La conférence de Genève ; l'acte de dépossession frappant le Parlement autrichien ; la suppression de la petite milice composée, à Vienne, d'éléments prolétariens, sont un commencement. Quand la contre-révolution replacera ouvertement les Wittelsbach sur le trône de Bavière, la relation avec l'Autriche sera établie par le Tyrol. La Hongrie de Horthy sera transportée en Europe centrale.

Le triomphe des fascistes en Italie est une partie de cette politique tantôt conduite méthodiquement, tantôt découlant de la situation ; il est important pour l'Internationale Communiste de comprendre la victoire fasciste et son caractère. Vous me permettrez donc de m'étendre sur cette question un peu plus longtemps, peut-être, que je ne le devrais. J'espère que le camarade Bordiga, grâce à sa connaissance

plus intime des faits, éclairera mieux cette question, c'est-à-dire corrigera ma version.

Je ne vois pas seulement dans la victoire du fascisme un triomphe mécanique des armes fascistes, mais j'y vois aussi la plus grande défaite qu'aient subie le socialisme et le communisme depuis le commencement de la période de révolution mondiale, une défaite plus importante que celle ressentie par la Hongrie soviétique. Car, la victoire fasciste est la suite de la banqueroute politique et intellectuelle dont souffre actuellement le socialisme et tout le mouvement ouvrier italien. Quand on dit que les fascistes représentent la contre-révolution bourgeoise, il est inutile de s'étendre sur les preuves : celui qui détruit les organisations ouvrières et établit la domination de la bourgeoisie, celui-là est contre-révolutionnaire.

Si l'on se contente de cette vérité banale que là-bas la bourgeoisie a triomphé, on renonce au devoir de comprendre ce qui sera de la plus grande importance, peut-être déjà dans les mois qui vont suivre, pour les mouvements tchéco-slovaque et allemand. (Très bien.) La question se pose ainsi : *Comment le triomphe du fascisme fut-il possible, sur quoi repose-t-il et que présente-t-il de particulier dans la contre-révolution européenne?* Il suffit peut-être de demander : Mussolini est-il à comparer, politiquement et socialement, avec Stinnes et Bonar Law, ou bien est-il quelque chose d'autre, bien que le programme de Mussolini ne soit que celui de Bonar Law et de Stinnes ? Rappelons-nous ce fait : qu'étaient les fascistes et comment ont-ils commencé ? Les couches inférieures de la bourgeoisie revinrent de la guerre, les intellectuels, les pharmaciens, les instituteurs, les vétérinaires, etc. Ils y avaient tous joué un rôle social. (En Italie, les intellectuels jouèrent toujours un rôle beaucoup plus grand que dans les autres pays ; il suffit de se rappeler qu'avant la guerre notre parti frère italien était composé d'environ 70 0/0 de professeurs ou de diplômés, pour voir combien sont nombreux en Italie les représentants de l'intelligence.) Ils revinrent donc de la guerre animés de sentiments nationalistes et découragés, car, malgré sa victoire, l'Italie n'obtenait pas ce que réclamait son programme nationaliste.

Ils sont revenus dans un pays tout à fait ruiné économiquement et l'Etat se trouve dans l'impossibilité de les caser. Ils assistent à la croissance d'un mouvement ouvrier révolutionnaire. Ils en sont les ennemis, non point seulement parce que c'est un mouvement ouvrier, mais encore parce qu'ils durent, en leur qualité d'interventionnistes, de partisans de la guerre, mener la lutte contre le parti socialiste. Et celui-ci fait tout pour détourner de lui non seulement ces hommes, mais encore les invalides de guerre. Si l'on se rappelle ce fait que beaucoup de communes socialistes, en 1919, ont abandonné les invalides de guerre, parce qu'ils ont été à la guerre ; si l'on sait que le parti socialiste ne fut pas capable de transformer en acte le sentiment que quelque chose de nouveau se préparait et qu'il fallait abandonner les ornières du passé, sentiment qui étaient

général dans les masses, on peut s'expliquer immédiatement la naissance du fascisme. Réfléchissez : Aux élections de décembre 1919, Mussolini n'obtint à Milan que 4.000 voix, bien qu'il se déclare pour le contrôle du Parlement par les conseils d'ouvriers, la répartition de la propriété entre les paysans, la nationalisation progressive de l'industrie ; les fascistes sont en partie avec d'Annunzio, à Fiume, et en partie dans de petits groupes disséminés. Entre temps s'avance dans le pays la vague de la révolution : ce ne sont plus seulement des grèves, mais la dissolution complète de l'Italie bourgeoise.

Dans la préparation de mon discours, j'ai trouvé, parmi mes matériaux, un article de l'écrivain contre-révolutionnaire polonais Nowaczynski, qui apporte une contribution intéressante au tableau de cet écroulement. L'article traite du développement de la littérature italienne au cours des années 1918-1922. Il est très intéressant comme illustration et j'ai voulu discuter avec des camarades italiens des faits qui s'y trouvent énoncés, de même que j'ai cherché à les contrôler en partie dans des revues littéraires. De cet article, il appert qu'en 1918 la littérature italienne était pacifiste, social-réformiste, pornographique, preuve la meilleure de la dissolution de la bourgeoisie. Après la victoire remportée sur la classe ouvrière, elle est nationaliste.

Un de nos représentants diplomatiques à l'étranger me racontait qu'en 1920, au cours d'une conversation, des diplomates italiens lui disaient : « Maintenant, nous le voyons, la révolution triomphe ; elle nous donnera au moins la possibilité de travailler plus ». C'était la conception de l'Italie bourgeoise. Le socialisme accroît sa force, mais la gaspille dans l'inaction. La décision de Mussolini de s'emparer du pouvoir est rapportée en ces mots dans la correspondance d'un journal bourgeois allemand : Le correspondant demande à Mussolini : « Risquez-vous de vous emparer du pouvoir par des voies illégales ? » Mussolini répond : « Légalement ou illégalement, je le prends ». Les socialistes sont battus parce qu'ils n'ont fait suivre les mots d'aucun acte. Mussolini sentait que ses organisations militaires et la grande masse qui étaient à ses côtés se tourneraient contre lui s'il ne s'emparait pas du pouvoir. La forte fasciste est née de ce que le parti socialiste ne fut pas en état de conduire les masses à la lutte. Lorsque les ouvriers occupaient les usines ; lorsque la bourgeoisie italienne était à ce point impuissante, que Giolitti, le renard de Cuneo, disait : « Je ne veux pas envoyer les soldats dans les fabriques, autrement je serais assommé dans la rue » ; et lorsque avec l'aide des réformistes italiens on eut convaincu les ouvriers qu'il fallait sortir des fabriques, à ce moment-là, la bourgeoisie italienne a désappris la peur. Et elle a passé à l'offensive.

Maintenant vient cette question : pourquoi ne le fait-elle point au moyen de l'appareil de l'Etat, des carabinieri, des tribunaux bourgeois et des partis bourgeois qui la représentent ?

Les partis bourgeois sont désagrégés ; ils ont conduit la guerre, ils ont ruiné l'Etat et l'économie : ils n'ont plus rien à dire ni aux soldats, ni aux fonctionnaires, ni aux petits bourgeois. Mais les Mussolini, les intellectuels nationalistes petits-bourgeois représentent une nouvelle volonté de puis-

sance. Les fascistes viennent avec une nouvelle foi, ils disent : le socialisme ne fut pas en état d'apporter quelque chose de nouveau, mais nous, nous servirons de médiateurs entre les ouvriers et les capitalistes, nous contraindrons ceux-ci à satisfaire les besoins des ouvriers. Et vous, ouvriers, vous devez travailler, vous devez reconstruire la nation.

Rosa Luxembourg disait un jour : « Les meilleurs défenseurs de la bourgeoisie sont ceux qui ont des illusions ». Mais des illusions, seule la petite bourgeoisie pouvait en avoir et le socialisme italien s'étant montré comme une illusion, les fascistes pouvaient lui opposer l'illusion petite-bourgeoise. Ils envahirent les organisations des ouvriers, et ceux-ci ne surent pas se défendre. Dans les villes et les centres industriels, la masse formait encore bloc. Mais dans les petites localités et dans les villages, où les ouvriers étaient disséminés, ils furent victimes du fascisme. Les fascistes envahissaient leurs organisations à main armée, puis s'emparaient de la direction. Il n'y a aucun doute que si, dans les centres industriels, les masses ouvrières ne suivirent point de cœur les fascistes, dans la plaine et les petites villes, le fascisme ne gagna pas seulement les ouvriers avec ses armes, mais aussi en partie grâce à sa politique démagogique. En première ligne, son attaque donna naissance à une poussée réformiste.

A Livourne, les réformistes n'étaient qu'un petit nombre. Au dernier Congrès des Syndicats, 500.000 voix se prononcèrent pour la coalition avec la bourgeoisie. Il est indubitable que le prolétariat ne sachant comment se défendre contre le fascisme, une partie des ouvriers se jetèrent dans les bras du réformisme, sorti battu de la guerre : le parti socialiste ne montrant point aux ouvriers comment se défendre révolutionnairement contre les fascistes, une partie du prolétariat suivit les réformistes, qui promettaient de le protéger contre le pire par la coalition avec la bourgeoisie et la participation au gouvernement bourgeois. Mais cette partie du prolétariat avait compté sans son hôte. Les pourparlers des réformistes avec la partie de la bourgeoisie qui craignait le triomphe des fascistes — elle ne croyait pas les fascistes capables de gouverner — furent une des causes de la précipitation fasciste à renverser le gouvernement Facta.

Camarades ! Si maintenant le fascisme a vaincu sans la moindre résistance de la classe ouvrière, nous pouvons dire que nous sommes arrivés au point le plus élevé du développement de l'offensive capitaliste en Italie.

A cause de ce développement, j'ai évité d'attaquer quelques camarades. Certes, nous ne pouvons pas faire comme le Sénat romain allant à la rencontre d'un général battu pour le saluer, mais nous devons dire une chose : si nos camarades d'Italie, si le parti socialiste italien ne comprennent pas les raisons de notre défaite, nous sommes appelés à subir une longue domination du fascisme. Car la lutte contre ce dernier n'exige pas seulement la création d'une organisation illégale, elle ne réclame pas seulement le courage qui distingue le communisme italien — elle veut aussi que le fascisme soit battu politiquement. C'est seulement si les communistes italiens sont capables d'apporter aux masses ouvrières, malgré ce qu'elles ont vécu, une nouvelle foi en la

force triomphante du socialisme, c'est seulement à cette condition qu'ils seront en état de reprendre bientôt la lutte contre le fascisme.

Les fascistes représentent la petite bourgeoisie qui, appuyée par la bourgeoisie, arrive au pouvoir et sera obligée, non d'exécuter son propre programme, mais celui du capitalisme. Et c'est pourquoi cette brillante contre-révolution est la plus faible des puissances contre-révolutionnaires d'Europe. Mussolini vient, suivi d'une grande queue d'intellectuels petits-bourgeois et, premièrement, il se trouve devant un déficit d'Etat de 7 milliards. Il développe le programme de l'épargne, de la restriction de la bureaucratie ; mais derrière lui se trouvent déjà des centaines de milliers de personnes qui attendent une place du gouvernement. Mussolini met en mouvement une armée de chemises noires, et le jour où le roi le reçoit pour le reconnaître premier ministre, Mussolini dit : démobolisons, qu'il n'y ait plus qu'une armée. Mais les gens ne parcourent pas l'Italie pour les beaux yeux de Mussolini. Ils vivaient de leur profession de condottieri blancs. Et ces gens présenteront leur note, si Mussolini ne s'appuie que sur l'armée régulière et renvoie chez eux des centaines de milliers d'hommes.

Mussolini et les fascistes, lorsqu'ils aidèrent la bourgeoisie à renverser la classe ouvrière, absorbèrent tous les éléments contre-révolutionnaires bourgeois. Nous voyons dans le fascisme une aile agrarienne et une aile industrielle ; dans la lutte que la

bourgeoisie industrielle du nord de l'Italie devra livrer contre les agrariens du sud, des conflits surgiront qui amèneront la désagrégation du fascisme. Mussolini représente la politique de l'impérialisme, adversaire de la démocratie. Mais en attirant de larges masses démocratiques à sa politique, il a déjà une aile démocratique.

Et ce qui justement est la force du fascisme sera aussi la cause de sa mort. Parce qu'il devient un parti petit-bourgeois, il a un large front d'attaque, l'enthousiasme, avec lequel il nous a battus. Mais parce qu'il est un grand parti petit-bourgeois, il ne pourra pas exécuter la politique du capital italien sans provoquer des révoltes dans son camp. Si, naguère, le camarade Serrati a protesté contre notre programme agraire, aujourd'hui la résurrection du parti italien n'est possible que si nous savons organiser les paysans contre le fascisme. Si nos amis communistes italiens veulent être un petit parti de purs, je peux leur dire qu'un petit parti de purs trouvera facilement place en prison. Il y pourra exercer son esprit à la culture du purisme. Mais si le parti communiste italien veut devenir une force, il devra mobiliser contre le fascisme les masses prolétariennes et petites-bourgeoises. Des résolutions sur le front unique, des considérations théoriques sur le fascisme, l'héroïsme même d'une petite troupe communiste ne suffit pas : il faut que nous soyons le cri de libération des masses.

Karl RADEK.

Les tâches prochaines du Parti Communiste

L'une des raisons principales de la décadence de l'ancien Parti socialiste, c'est son incompréhension totale du rôle qui lui incombait en tant que représentant du prolétariat, ou plutôt c'est d'avoir tellement élargi l'acception du mot « prolétariat » qu'il en perdait son sens de classe révolutionnaire de la société. En effet, dans l'idéologie social-démocrate, le prolétariat comprend non seulement la classe des salariés de toute catégorie, employés dans l'industrie, la banque, le commerce, l'agriculture, mais aussi celle des artisans, producteurs indépendants, travailleurs à domicile, possédant leurs propres moyens de production et vivant de leur propre travail, sans exploitation du travail d'autrui. En élargissant ainsi l'acception du mot « prolétariat », on y introduit des éléments hétérogènes, qui appartiennent plus à la bourgeoisie qu'au prolétariat et que leur idéologie, sinon leurs intérêts, sépare du prolétariat proprement dit. C'est précisément l'influence de ces éléments petits-bourgeois qui a fait dévier les partis social-démocrates de leur destination première et les a amenés à se traîner à la remorque de la bourgeoisie. Ce sont eux qui ont donné naissance aux divers courants réformistes et révisionnistes au sein du mouvement ouvrier et transformé en pratique cp-

portuniste la théorie révolutionnaire de la lutte des classes.

En opposition à la politique réformiste de l'ancien Parti social-démocrate, le Parti communiste doit s'affirmer nettement comme le parti du prolétariat — en tant que groupant les salariés de toute catégorie — et plus particulièrement du prolétariat industriel. C'est qu'en effet, le prolétariat, créé par le développement de la grande industrie moderne, concentré dans les entreprises géantes, formé à la conscience de classe par l'exploitation intense dont il est l'objet et rompu au maniement de l'outillage industriel moderne, porte seul en lui les éléments matériels et intellectuels de la transformation sociale, et constitue la seule classe qui soit intéressée, en tant que classe, à cette transformation. C'est ce qui explique pourquoi, entre toutes les fractions du prolétariat, le prolétariat industriel et, en premier lieu, le prolétariat des grandes usines, est celui dont la conscience de classe est la plus développée et est, par conséquent, destiné à prendre la direction du mouvement révolutionnaire. Représentant de toute la classe ouvrière, le Parti communiste, pour être à la hauteur de sa tâche, doit exprimer plus particulièrement les intérêts et l'idéologie de sa frac-

tion la plus révolutionnaire, à savoir le prolétariat industriel.

Mais le prolétariat ne pourra se libérer que s'il agit en tant que classe unie, c'est-à-dire s'il prend conscience de la solidarité qui unit toutes ses fractions entre elles contre la bourgeoisie. Pour cela, il doit mettre au second plan les antagonismes d'ordre secondaire qui le divisent et l'affaiblissent. C'est pourquoi le Parti communiste doit constamment, au cours de la lutte, faire ressortir, dans chaque cas particulier, les intérêts généraux de la classe ouvrière et s'efforcer ainsi d'entraîner derrière lui la majorité de la classe opprimée, en vue de la conquête des pouvoirs publics.

A l'époque actuelle de réaction économique et politique, le Parti communiste ne pourra atteindre son but qu'en prenant la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière. Cela impose nécessairement la formation de l'unité de front du prolétariat, sans distinction de tendances, contre la bourgeoisie.

Pour constituer cette unité de front, les moyens à employer sont les suivants :

1° Entente avec tous les partis et organisations politiques, s'appuyant sur la classe ouvrière, en vue d'atteindre des objectifs bien définis. Il est évident que ces ententes ne peuvent en aucune façon restreindre l'indépendance d'agitation et de propagande du Parti communiste et qu'elles n'excluent pas la critique, de la part de ce parti, des méthodes d'action adoptées en commun, ainsi que de l'action elle-même, dans la mesure où elle ne répond pas aux intérêts du prolétariat ;

2° Reconstitution de l'unité syndicale, condition indispensable à toute lutte de classe sérieuse du prolétariat. En effet, l'état de division actuel du mouvement syndical entretient une dispersion fatale des efforts et, par conséquent, maintient le prolétariat en état d'impuissance complète ;

3° Extension de l'organisation économique de la classe ouvrière. Elle seule pourra donner une base sérieuse à la lutte de classe du prolétariat et préparera à la lutte politique un grand nombre d'éléments aujourd'hui indifférents ;

4° Extension du mouvement des Comités d'usines. En effet, ce mouvement a pour résultat de mobiliser toute la classe ouvrière, sans distinction de tendances, pour la défense de ses intérêts les plus immédiats, et contribuer ainsi considérablement à inculquer à ses éléments les plus arriérés la conscience de leurs intérêts de classe, en opposition avec les intérêts de la bourgeoisie.

Son opposition à la bourgeoisie, en tant que classe dominante, ne doit pas faire oublier au prolétariat qu'il lutte dans des conditions historiques concrètes bien déterminées, dont il lui faut tenir compte sous peine de se réduire à une opposition purement négative au sein de la société bourgeoise. La bourgeoisie n'est pas un concept abstrait, pas plus que le capitalisme qui la soutient. C'est une classe composée de couches sociales distinctes et dont les intérêts sont parfois opposés du fait qu'elles représentent des formes de production en lutte perpétuelle les unes contre les autres. Le prolétariat devra utiliser ces oppo-

sitions d'intérêts et intervenir, chaque fois que l'occasion s'en présentera, dans le jeu des antagonismes qui divisent la bourgeoisie, dans l'intérêt de sa propre lutte. C'est pourquoi, vis-à-vis des différentes couches de la bourgeoisie, son attitude ne saurait être uniforme. Considérer tous les éléments qui composent la bourgeoisie comme une seule masse réactionnaire serait non seulement absurde, mais dangereux.

Il devra mener une lutte acharnée contre la grande bourgeoisie industrielle et la classe des agrariens, organisée au sein du Bloc national et dans les partis de droite et d'extrême droite (parti royaliste, parti catholique, parti des républicains modérés, parti conservateur, etc.) et contre les partis dits de « gauche » (parti radical et radical-socialiste, républicains de gauche, républicains socialistes, etc.), représentant les intérêts de la moyenne bourgeoisie et du monde financier.

En ce qui concerne la petite bourgeoisie (netits producteurs indépendants, artisans, petits boutiquiers, intellectuels, paysans, petits et moyens fonctionnaires, petits rentiers), la politique du Parti communiste devra tendre à neutraliser ces différents éléments en leur montrant, par une propagande et une action habiles, l'opposition grave d'intérêts qui les sépare de la bourgeoisie capitaliste, et par la promesse que la révolution prolétarienne leur laissera la libre disposition de leurs instruments de travail.

C'est pourquoi le Parti communiste devra, chaque fois que l'occasion s'en présentera, manœuvrer entre ces deux fractions principales de la bourgeoisie et essayer de détacher la petite bourgeoisie de la grande.

Mais cette tactique, qui exige une conscience claire du but à atteindre et des méthodes à employer, suppose, bien entendu, l'indépendance absolue de l'agitation et de la propagande. Tout en manœuvrant pour désagréger le bloc de ses adversaires, le Parti communiste ne doit jamais perdre de vue qu'il est le parti de la classe ouvrière et qu'il représente les intérêts et l'idéologie du prolétariat révolutionnaire. C'est pourquoi il devra mener une lutte acharnée contre l'idéologie petite-bourgeoise du Parti socialiste réformiste, en faisant la preuve devant les masses, non seulement par la parole, mais par l'action, que ce parti trahit en réalité les intérêts du prolétariat en le traînant à la remorque de la bourgeoisie, au lieu d'organiser la lutte contre elle.

Telles sont, à notre avis, les grandes lignes générales de l'action que le Parti communiste devra entreprendre, dans un avenir prochain.

Marcel OLLIVIER.

PAUL FRÉLICH

La Terreur Blanche en Allemagne

Une brochure : 1 fr.

En vente à la Librairie de l'Humanité

La critique d'Otto Bauer

Les social-démocrates, c'est-à-dire les social-bourgeois, ont trouvé en Otto Bauer leur théoricien de la critique anti-bolchevique. Ceux de Belgique viennent de publier une brochure de Bauer vieille déjà de plus d'une année, relative à la « Nouvelle Politique » des Soviets. M. Paul Faure vient d'en publier une appréciation enthousiaste dans le Populaire. On voit bien que M. Paul Faure sait se contenter de peu, en fait de nourriture intellectuelle. Nous lui offrons cependant, sans trop espérer qu'il saura s'en régaler, cette réponse magistrale de Léon Trotsky à la critique d'Otto Bauer. Nous l'extrayons de la brochure : La nouvelle politique économique des Soviets et la révolution mondiale, qui vient de paraître dans la Petite Bibliothèque Communiste. Parions que M. Paul Faure sera incapable de rien répondre à cette maîtresse réfutation.

Au quatrième anniversaire de notre révolution, c'est-à-dire il y a un an, Otto Bauer a consacré à notre économie une brochure dans laquelle il dit, de notre nouvelle politique économique, dans un style correct et châtié, tout ce que disent ordinairement, l'écume aux lèvres, nos ennemis plus fougues de la social-démocratie.

Tout d'abord, la nouvelle politique économique est une « capitulation devant le capitalisme » ; mais c'est précisément ce qui en fait la valeur pour Otto Bauer, c'est précisément pour cela qu'elle est une politique réaliste (ces messieurs ont toujours compris et comprennent encore le réalisme dans l'agenouillement devant la bourgeoisie à la première occasion favorable). En fin de compte, déclare sentencieusement Otto Bauer, la révolution russe ne peut mener qu'à une république bourgeoise démocratique, ce que lui, Bauer, avait déjà prouvé en 1917.

Mais, en 1919, nous nous en souvenons parfaitement, les « prédictions » de ces lamentables héros de l'Internationale 2 1/2 avaient un caractère quelque peu différent. Ce qu'elles annonçaient alors, c'était l'écroulement du capitalisme et l'avènement de l'époque de révolution sociale. Mais personne ne sera assez sot pour croire que si, dans tout le monde, le capitalisme touche à sa fin, en Russie révolutionnaire où règne la classe ouvrière, la période d'épanouissement capitaliste ne doit encore que commencer. Ainsi donc, en 1917, lorsque Otto Bauer conservait encore intacte sa foi austro-marxiste en l'inébranlabilité du capitalisme et de la monarchie des Habsbourg, il écrivait que la révolution russe peut mener uniquement à la création d'un Etat bourgeois.

Mais l'opportuniste socialiste est toujours impressionniste en politique. Pris au dépourvu par la révolution et roulé dans ses vagues, il s'écrie, en 1919 : « Voilà l'effondrement du capitalisme, voilà le début de l'ère de révolution sociale ! » Mais comme maintenant, grâce à Dieu, la vague de la révolution s'est de nouveau affaïssée, notre sage retourne à toute vitesse à sa prophétie de 1917 ; car, nous le savons, il a, par bonheur, à sa disposition, deux prophéties toutes prêtes, qu'il

peut utiliser à son gré. (Rires.) Plus loin, Bauer raisonne ainsi : « Ainsi donc, nous assistons (en Russie) à la restauration d'une économie capitaliste, dirigée par la nouvelle bourgeoisie appuyée sur les millions d'exploitations paysannes ; et c'est à cette bourgeoisie que devront, *volens nolens*, s'adapter la législation et l'administration de l'Etat. » Vous voyez, maintenant, ce qu'est notre Russie soviétique ? Il y a un an déjà, Otto Bauer déclarait que chez nous l'économie et l'Etat étaient sous le pouvoir de la nouvelle bourgeoisie. C'est cette location des entreprises les plus mal outillées et employant, comme je vous l'ai dit, environ 50.000 ouvriers — en face du million d'ouvriers des meilleures entreprises de l'Etat — que l'on appelle une « capitulation du pouvoir soviétique devant le capital industriel » !

Pour donner à ces assertions absurdes autant qu'impudentes un cadre historique approprié, Otto Bauer déclare : « Après de longues hésitations, le gouvernement soviétique s'est enfin (!) décidé à reconnaître les dettes contractées par le gouvernement tsariste à l'étranger ». En un mot, capitulation sur capitulation.

Comme plusieurs de nos camarades, naturellement, n'ont pas toujours notre histoire exacte présente à la mémoire, je rappellerai que, le 4 février 1919, nous avons fait par radio, à tous les gouvernements capitalistes, les propositions suivantes : 1° reconnaissance des dettes contractées par les précédents gouvernements de la Russie ; 2° engagement de nos matières premières comme garantie du paiement des emprunts et des intérêts ; 3° concessions à leur goût ; 4° cession de territoires sous forme d'occupation militaire de certains districts par les forces armées de l'Entente ou de ses agents russes.

Tout cela, nous l'avons proposé par un radio du 4 février 1919 au monde capitaliste, en lui demandant en échange de nous laisser la paix. Or, en avril de la même année, nous avons renouvelé ces propositions sous une forme encore plus circonstanciée et plus précise au plénipotentiaire officieux de l'Amérique — comment s'appelait-il déjà ? (Rires.) Ah ! oui, Bullitt... Eh bien, camarades, comparez ces propositions avec celles que nos représentants ont faites à Gênes et à La Haye et qui ont été rejetées, et vous verrez que nous marchons non pas à des concessions plus grandes, mais au contraire à une défense plus ferme de nos conquêtes révolutionnaires. Maintenant, nous n'avons reconnu aucune dette ; nous ne donnons et ne nous disposons à donner en gage aucune matière première ; dans la question des concessions, nous sommes des plus réservés et, en tout cas, nous ne tolérerons aucune troupe d'occupation sur notre territoire. Il a coulé de l'eau sous le pont depuis 1919.

Nous avons déjà entendu Otto Bauer dire que tout ce développement mène à la « démocratie ». « Il se confirme de nouveau — déclare d'un ton doctoral le disciple de Kautsky et le maître de Martov — que la transformation de la base économique doit être inmanquablement suivie d'une transformation de toute la superstructure politique. » Il est parfaitement juste qu'entre la base et la superstructure il existe la connexion indiquée par Bauer. Mais en premier lieu la base économique de la Russie soviétique ne se modifie pas tout à fait comme le représente Otto Bauer ou comme

le voudrait Leslie Urquhart, dont la parole dans cette question a, il faut le reconnaître, plus de poids que celle de Bauer. En second lieu, en admettant que la base économique se modifie en effet dans la direction du capitalisme, ces modifications se font si lentement et sur une si petite échelle que nous ne risquons nullement de perdre le contrôle sur ce processus économique.

Au point de vue purement politique, la question en ce moment se ramène à quelques concessions très peu importantes faites à la bourgeoisie par la classe ouvrière dirigeante. Mais, de là à la « démocratie », c'est-à-dire à la transmission du pouvoir aux capitalistes, il y a encore loin. Pour arriver à ce but, il faudrait à la bourgeoisie un coup d'Etat contre-révolutionnaire victorieux. Or, pour ce coup d'Etat, il faudrait des forces. Sous ce rapport, nous avons utilisé les leçons que nous a données la bourgeoisie elle-même. Durant tout le dix-neuvième siècle, elle a fait constamment alterner les répressions avec les concessions en faveur de la petite bourgeoisie, de la paysannerie, des sommets de la classe ouvrière, tout en exploitant impitoyablement les masses laborieuses. Ces concessions avaient un caractère tantôt politique, tantôt économique, tantôt mixte, c'est-à-dire politique et économique à la fois. Mais c'étaient toujours des concessions de la part de la classe dirigeante qui conservait entre ses mains le pouvoir étatique. Quelques-unes de ses expériences dans ce domaine paraissent au début très risquées, par exemple l'instauration du suffrage universel. Marx a qualifié de victoire du nouveau principe la réduction légale de la journée de travail en Angleterre. De quel principe voulait-il parler ? Du principe de la classe ouvrière. Mais, comme nous le savons, de la victoire partielle de ce principe à la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière britannique, il y avait très loin. La bourgeoisie dirigeante mesurait prudemment ses concessions. La comptabilité étatique restait entre ses mains. Ses hommes d'Etat décidaient de ce que l'on pouvait accorder non seulement sans danger pour la conservation du pouvoir, mais encore avec chance infaillible de consolider la domination bourgeoise. Nous, marxistes, nous avons dit maintes fois que la bourgeoisie avait terminé sa mission historique. Pourtant, elle conserve encore jusqu'aujourd'hui le pouvoir entre ses mains. Cela veut dire que le rapport entre la base économique et la superstructure politique est loin d'être aussi direct qu'on le suppose. Nous voyons un régime de classe se maintenir, quoiqu'il soit déjà depuis des dizaines d'années en contradiction manifeste avec les exigences du développement économique.

Quelle raison théorique y a-t-il donc d'affirmer que les concessions de l'Etat ouvrier à la bourgeoisie doivent automatiquement entraîner le remplacement de cet Etat par l'Etat du capital ? S'il est vrai que le capitalisme a terminé sa mission sur l'échelle internationale — ce dont on ne saurait douter — cela confirme le rôle historique de l'Etat ouvrier en tant que facteur de progrès. Les concessions que fait l'Etat ouvrier à la bourgeoisie ne sont que des compromis nécessités par les difficultés du développement. Mais le développement lui-même est historiquement pré-déterminé et assuré. Evidemment, si nos concessions se développaient sans limites, se multipliaient, s'accumulaient sans relâche ; si nous cédions, à bail de nouveaux groupes d'entreprises industrielles nationalisées ; si nous donnions en concession les ressources les plus importantes de notre industrie minière ou nos chemins de fer ; si notre politique, durant une série d'années, glissait sur la planche savonnée des concessions, la transformation de

la base économique amènerait infailliblement l'effondrement de la superstructure politique. Nous disons « effondrement » et non pas « transformation », parce que le capital ne pourrait arracher le pouvoir au prolétariat communiste qu'après la guerre civile la plus acharnée et la plus implacable. Mais poser la question ainsi, c'est reconnaître par là même la vitalité et la durabilité de la domination de la bourgeoisie mondiale et européenne. Là est toute la question. Les théoriciens social-démocrates qui, d'une part, dans leurs articles du dimanche, reconnaissent que le capitalisme, particulièrement en Europe, a fait son temps et freine le développement historique, et, d'autre part, expriment l'assurance que l'évolution de la Russie soviétique se terminera inévitablement par le triomphe de la démocratie bourgeoise, tombent dans une plate et pitoyable contradiction, bien digne des confusionnistes bornés et vaniteux qu'ils sont. La nouvelle politique économique est calculée pour des conditions déterminées d'espace et de temps : c'est la manœuvre d'un Etat ouvrier encore encerclé par le capitalisme et comptant fermement sur la progression de la révolution en Europe. Décider la question du sort de la Russie soviétique en se basant sur les conceptions absolues de capitalisme et de socialisme auxquels correspondent des superstructures appropriées, c'est ne rien comprendre aux conditions de l'époque de transition, c'est faire de la scolastique et non du marxisme. Il est impossible d'exclure des calculs politiques un facteur aussi important que le temps. En effet, si l'on admet que le capitalisme subsistera en Europe encore un siècle ou un demi-siècle et que la Russie soviétique devra y adapter sa politique économique, alors la question se résout d'elle-même, car par là même on admet implicitement l'avortement d'une nouvelle ère de floraison du capitalisme. Mais quelle raison y a-t-il de faire une telle supposition ? Si Otto Bauer a découvert dans la vie de l'Autriche actuelle des indices miraculeux d'une résurrection capitaliste, alors il n'y a plus qu'à se soumettre : le sort de la Russie soviétique est décidé. Mais, jusqu'à présent, nous ne croyons pas aux miracles. De notre point de vue, la continuation de la domination de la bourgeoisie européenne pendant une série de décades d'années signifierait, dans la situation actuelle mondiale, non pas un nouvel épanouissement du capitalisme, mais sa décomposition économique et la décadence de la civilisation européenne. Que ce processus puisse entraîner également la Russie soviétique à l'abîme, on ne saurait en principe le nier. La Russie, dans ces conditions, devrait-elle passer par le stade de la démocratie, ou bien croupirait-elle dans d'autres formes politiques ? C'est là une question secondaire. Mais nous ne voyons aucune raison de nous ranger sous la bannière philosophique de Spengler. Nous escomptons fermement la progression de la révolution en Europe. La nouvelle politique économique n'est que l'adaptation au rythme de cette progression.

D'ailleurs, Otto Bauer lui-même semble bien sentir que les modifications actuelles de notre système de lutte n'impliquent pas forcément l'avènement du régime de la démocratie. C'est pourquoi, avec un soin touchant, il nous exhorte à aider au triomphe des tendances capitalistes de développement sur les tendances socialistes. « La restauration de l'économie capitaliste, dit-il, ne peut s'effectuer sous la dictature du Parti Communiste. Une nouvelle orientation économique exige une nouvelle orientation politique. » N'y a-t-il pas là de quoi vous attendrir ? Cet homme qui a tant contribué à l'épanouissement politique et économique de l'Autriche (*rites*) vient nous dire : « Pour

l'amour de Dieu, comprenez donc que le capitalisme ne peut fleurir sous la dictature de votre parti. » Mais c'est précisément pour cela — que les « baueristes » ne s'en formalisent pas ! — que nous maintenons la dictature de notre Parti (rires et applaudissements)

Chez nous, c'est le Parti Communiste qui, en tant que directeur de l'Etat ouvrier, mesure les concessions à faire au capitalisme. En ce moment, notre presse discute la question de la concession à Leslie Urquhart. Faut-il, oui ou non, accorder cette concession ? Cette discussion a pour but de déterminer les conditions matérielles du contrat et d'apprécier la concession au point de vue de la place qu'elle doit occuper dans le système général de l'économie soviétique. Cette concession n'est-elle pas trop étendue ? Le capital, par cette con-

cession, ne pénétrera-t-il pas trop profondément, n'ira-t-il pas au cœur de notre économie industrielle ? Telles sont les questions que l'on se pose. Qui les résout ? L'Etat ouvrier. Evidemment, la nouvelle politique économique représente par elle-même une immense concession aux méthodes bourgeoises et à la bourgeoisie elle-même. Mais c'est nous qui fixons les dimensions de cette concession. Nous sommes les maîtres. Nous avons la clé de la porte. L'Etat est par lui-même un facteur extrêmement important de la vie économique. Et nous ne nous disposons nullement à lâcher ce facteur.

L. TROTSKY.

Lisez la belle brochure de Trotsky : La Nouvelle Politique économique des Soviets. Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris (1 fr. 25).

Le mouvement ouvrier chinois noyé dans le sang

Il y a un an et demi, un petit groupe d'étudiants rouges de l'Université de Pékin se chargeait d'organiser les ouvriers dans les différents centres chinois de l'industrie moderne et des transports. Il formait un secrétariat ouvrier à cet effet, publiait des journaux hebdomadaires à Pékin et Shanghai, organisait des cours primaires pour les cheminots près de Pékin et pour les ouvriers. Son activité était bientôt couronnée de succès, surtout sur les lignes des voies ferrées et dans les deux provinces du centre Hounan et Ou-Pé.

La victoire de Hong-Kong

Il y a un an environ que deux de nos pionniers à Tchansi, Yunnan, devaient payer de leur vie cette activité. Arrêtés pendant une grève des ouvriers textiles, ils étaient torturés et assassinés sur l'ordre du gouverneur, qui venait de doter la province d'une constitution « démocratique ». Un mois après éclatait, dans le Sud, la grande grève des gens de mer de Hong-Kong, soutenue par le parti nationaliste *Kou-Min-Tang* (parti de Sun-Yat-Sen) et finissant, malgré les mesures réactionnaires des autorités anglaises, par une victoire des ouvriers. L'organisation ouvrière était bien plus développée dans le Sud que dans le Nord. Là est le cœur du mouvement nationaliste ; le parti de Sun-Yat-Sen préconise l'organisation syndicale des ouvriers. La victoire des gens de mer exerça son influence sur tout le pays, et l'année 1922 fut si riche en luttes de la classe ouvrière chinoise que l'on peut en faire dater avec raison le réveil décisif des ouvriers chinois. Le prolétariat chinois est encore numériquement bien faible par rapport aux autres groupes de la population, mais l'industrialisation progresse dans certains centres et l'influence de la classe ouvrière y est déjà appréciable.

Les conditions de travail en Chine sont inqualifiables ; l'exploitation des femmes et des enfants est scandaleuse. La victoire des gens de mer a suscité dans le Centre et dans le Nord des mouvements en vue de l'amélioration des salaires, contre les brimades et les sévices, contre l'intervention de la police dans les litiges, pour la liberté de réunions, etc. Le petit groupe d'intellectuels du Parti communiste et des Jeunesses rouges a fait tout son possible pour appuyer les efforts de la classe ouvrière. Plusieurs grèves des ouvriers du textile et du tabac, des cheminots (sur différentes lignes), des métallurgistes, des mineurs, des fabriques de couleur et des coolies à

Hankéou (centre industriel du Yang-Tsé-Kiang), ont soutenues avec succès, obtenant des améliorations de salaires et étendant l'organisation syndicale.

La grève de Kailan

Au début, l'adversaire parut surpris de la solidarité des ouvriers et recourut à des compromis. A la fin de 1922 eut lieu une grande grève de 30.000 mineurs dans les mines de Kailan. Les autorités anglaises de Tientsin furent sur le point d'envoyer des troupes britanniques pour protéger les mines. C'est ce plan qui décida les étudiants de l'école des ingénieurs de Tongschan à soutenir le mouvement des ouvriers ; ils entrèrent dans la lutte, ouvrirent des souscriptions pour les grévistes. Les cheminots, si mal payés, donnèrent 3.000 dollars chinois pour les grévistes de Kailan. La solidarité dépassa la province et la frontière du métier, ce qui est d'une grande importance pour la Chine. La société anglaise des mines demeura intransigeante. Les autorités chinoises furent priées par elle d'envoyer des troupes dans la région, et la situation devint extrêmement tendue. La police rechercha les « meneurs » de la grève, arrêta, sans réussir à briser le mouvement, une augmentation des salaires de 10 % fut à la fin concédée et le travail reprit.

Les cheminots s'organisent

Les cheminots et les ouvriers de Ou-Pé ont déployé l'an passé une activité d'organisation considérable. Il y a six mois, la Fédération Ouvrière de Ou-Pé se fondait à Hankéou, comprenant 24 syndicats et 40.000 syndiqués en janvier dernier. 12.000 ouvriers de la Société *Han Ya Ping* se sont organisés. Sur les voies ferrées de la Chine centrale, de Hankéou-Pékin et Hankéou-Tchang-Cha, l'organisation ouvrière fait également des progrès rapides. L'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière s'est fait jour au cours d'une grève des cheminots de Hankéou-Tchang-Cha. Les grévistes se mirent en travers des voies ferrées pour empêcher le départ des trains. La police tira, 4 ouvriers furent tués. Mais une augmentation des salaires fut obtenue.

Sur la ligne de Pékin-Hankéou, il y avait 16 organisations locales comprenant 12.000 membres. Une conférence des délégués des différentes lignes élut un comité de 9 militants chargés de préparer la fondation d'une union générale de tout le réseau. Le premier pas vers la réalisation de ce

projet fut fait à la conférence des 16 unions de la ligne Pékin-Hankéou, le 31 janvier, à Tchen-Tschaou (Hou-Non). Non loin de cette ville se trouve le quartier du général Ou-Pei-Fou, qui régnait sur les provinces de Hou-Non et Ou-Pé. La presse anglaise représente ce général comme un vrai démocrate et comme le seul homme capable de réaliser l'unité de la Chine. Ce grand démocrate s'opposa à la convocation de la Conférence de l'Union des Cheminots et donna l'ordre de la dissoudre. En vain, une délégation de cheminots alla le trouver. Le général lui reprocha d'être en relations avec les organisations des étudiants radicaux de Pékin et avec les professeurs bolchevistes de Tschen-Tou-Siou et Li-Ta-Tschaou. Il dit, en outre, que Sun-Yat-Sen provoquait ce mouvement ouvrier dans un but politique. Des ordres stricts étaient donnés aux autorités militaires de Tschen-Tschaou. La conférence dut interrompre ses travaux, mais l'Union des Cheminots du réseau était fondée et avait décidé la grève si, avant le 4 février, le droit d'association et une indemnité en argent — pour l'interruption de la conférence — n'étaient pas accordés aux cheminots. Le comité de grève partait aussitôt pour Hankéou. Les ouvriers y étaient le mieux organisés.

La grande grève des cheminots de Hankéou

Commencée dans cette ville, la grève s'étendit sur toute la ligne. Le prétendu « gouvernement central » de Pépin, craignant l'extension du mouvement à tout le pays, envoya immédiatement des « arbitres » ouvrir les négociations. Le démocrate Ou-Pei-Fou et le maréchal Tsao-Koun ne partageaient pas son avis.

Les étudiants de Pékin et de Hankéou étaient prêts à soutenir les cheminots. La fédération ouvrière de Ou-Pé se déclarait entièrement solidaire des grévistes. Une délégation de ses 24 syndicats se rendait le 6 février auprès des cheminots afin de préparer une manifestation des masses pour le 8 février et de proclamer la grève générale à Hankéou le 9. Les patrons préparaient, de leur côté, le drame sanglant qui devait se dérouler le 7. Les capitalistes étrangers jouissent d'une grande influence à Hankéou et entretiennent, cela va sans dire, d'excellentes relations avec le gouverneur de la province. Tandis que le patronat chinois est enclin au compromis dans le conflit avec la classe ouvrière, le patronat européen et américain est absolument inflexible.

Le massacre

La principale responsabilité des assassinats en masse du 7 février revient indéniablement au patronat européen et américain de Hankéou. Les ouvriers grévistes devaient payer ce jour-là de flots de sang leur action pour la conquête du droit de coalition. Le premier incident fut tel : 11 militants étaient arrêtés ; les grévistes essayèrent de les libérer par force ; la troupe tira sur eux : 5 ouvriers furent tués et 15 grièvement et 30 légèrement blessés. L'indignation parmi les étudiants et les travailleurs fut énorme. Des manifestations s'organisèrent à Pékin. Le président de la République refusa de recevoir une délégation d'étudiants. On apprit dans la capitale que le général Ou-Pei-Fou envoyait un détachement du génie pour rétablir partiellement les communications. Aucune nouvelle ne parvenait plus de Hankéou. Deux jours après, on reçut de laconiques télégrammes annonçant l'assassinat de 38 ouvriers, la décapitation du président du groupe ouvrier local et l'injonction impérative faite aux travailleurs de reprendre le travail. Depuis, nous avons appris des détails réellement atroces. C'est

le 7 février que la répression militaire commença systématiquement : la Maison de l'Union des Cheminots fut occupée, les nombreux ouvriers qu'on y trouva, arrêtés, 30 ouvriers militants du textile et du tabac étaient, en outre, incarcérés. Les protestations des masses dans la rue furent accueillies par des salves qui tuèrent 27 ouvriers sur le coup et en blessèrent un grand nombre.

Un martyr ouvrier

Cinquante cheminots furent arrêtés pendant la manifestation et conduits à la gare. On ordonna au machiniste Ling Tchang Tchen de reprendre le travail. Il répondit qu'il ne le ferait que sur l'ordre de l'Union des Cheminots. Trois fois l'injonction lui fut renouvelée, trois fois il refusa. On l'attachait alors, sous les yeux de ses 49 camarades arrêtés, on le décapita sur-le-champ et on exposa sa tête sur un mât de bambou. Son frère cadet, machiniste, en grève lui aussi qu'on était allé quérir à son logis, fut fusillé au même endroit, à la même heure. Menacés de subir le même sort, les 49 cheminots arrêtés restants cédèrent.

L'exécution de Szé-Yang

La police cherchait en vain le comité de grève. Au cours des perquisitions, elle pillait et tuait plusieurs ouvriers. Elle réussit finalement à mettre la main sur notre camarade Szé-Yang, ancien anarchiste et membre du Parti communiste depuis quelques mois. Cet intellectuel — avocat — était l'âme même du mouvement ouvrier de Hankéou. Quelques jours plus tard, il était éviscéré que la terreur blanche allait reprendre de plus belle. Les dirigeants du mouvement ne pouvaient plus se rassembler, les cheminots arrêtés étaient traînés au travail ; interdiction leur était faite de se parler les uns aux autres. Ils reprenaient le collier avec rage. Le 10 février parut une proclamation de l'Union des Cheminots — quelques centaines d'ouvriers héroïques continuaient la grève — déclarant la grève finie, assurant que l'œuvre d'organisation serait continuée et que les assassins du prolétariat auraient tôt ou tard à lui rendre des comptes.

La plupart des syndicats sont encore fermés à Hankéou ; des délégués de la Fédération Ouvrière se sont rendus dans les grands centres afin de recueillir des fonds de secours pour les familles des assassinés.

Les Européens sont contents

La presse européenne de Chine n'a pas proféré un mot d'indignation à propos de ces meurtres. Elle excite au contraire la police et les autorités à en finir avec les communistes. A Pékin, des mandats d'arrêt ont été lancés contre deux rédacteurs de l'organe hebdomadaire du parti. Le président de la République a dit que les professeurs Li et Tchen, responsables moraux des troubles, méritent la mort... Les journaux rouges de la capitale sont interdits, et dans la partie chinoise de Chang-Hai, l'état de siège a été institué. Notre petit groupe de militants continue néanmoins son activité. Nos journaux, supprimés, vont reparaitre. De petits groupes illégaux de cheminots se formeront.

La première période du développement du mouvement ouvrier chinois est close par le massacre du 7 février. Le mouvement a littéralement été noyé dans le sang. Quantités de familles ouvrières, dont on a égorgé le soutien, sont vouées à la plus noire misère. Mais l'idée de l'organisation ouvrière fait et fera son chemin. Elle a maintenant ses martyrs.

H. M.

Convictions et Forces réelles

Depuis le 15 avril se tient à Moscou le XII^e Congrès du Parti Communiste russe (bolchevik). L'Humanité a publié sur les questions débattues une série d'articles de Boris Souvarine. Nous donnons ici d'importants extraits d'un discours prononcé à Kharkov par Léon Trotsky, devant la Conférence du Parti Communiste ukrainien.

Le prolétariat d'Europe qui, en 1918-19, se jetait spontanément à l'assaut de la bourgeoisie a commencé, dans ses grandes masses, à s'interroger sur ce qui lui manque pour la conquête du pouvoir et la transformation sociale. Deux vagues se sont croisées. La bourgeoisie s'est sentie poliquement affermie, la classe ouvrière a éprouvé un mouvement de reflux, visible au cours des trois dernières années.

Ce sont là deux faits de la plus haute importance.

Marx nous a enseigné qu'une classe ne sait pas toujours ce qu'elle est. Une classe peut être puissante par sa situation dans la production et ne pas le savoir ; une classe peut déjà avoir perdu la moitié ou les trois quarts de sa puissance économique, mais tenir encore, par son expérience, par l'inertie des autres, par ses habituelles méthodes de gouvernement. Telle est la situation que nous constatons en Europe.

Après l'expérience de 1918-19, la bourgeoisie se croit beaucoup plus forte qu'elle ne l'est en réalité, puisqu'elle ne peut restaurer la vie économique, puisque le déclin du capitalisme continue, puisque les classes possédantes n'ont pas trouvé d'autres méthodes que celles de la violence, de la conquête, de la destruction : voir la Ruhr. Or, une classe qui ne sait pas diriger la production est condamnée.

Après l'expérience de 1918-19, le prolétariat, au contraire, dans son écrasante majorité, se sent beaucoup plus faible qu'il ne l'est en réalité. Comme la Russie a traversé, avant d'arriver au kérenskisme chancelant, la période de vigueur apparente de l'autocratie incarnée par Stolypine, l'Europe bourgeoise connaît aujourd'hui des illusions semblables. La clef de toute la situation politique actuelle est là : dans la différence entre la situation, la force objective des classes et la conscience qu'elles en ont.

Les événements qui s'accomplissent en Europe peuvent encore orienter à droite la politique officielle des Etats, vers le monopole impérialiste de quelques coteries extrêmes de la bourgeoisie ; mais ce mouvement approfondira encore le fossé entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre l'Etat bourgeois et les besoins élémentaires, fondamentaux,

de la vie économique des nations, préparant ainsi l'inévitable catastrophe révolutionnaire.

Cette catastrophe se rapproche en Occident et en Orient, plus lentement, il est vrai, que nous ne l'espérions en 1918. Le temps joue en politique un rôle énorme. Il s'avère que les peuples arriérés de l'Asie et le prolétariat avancé de l'Europe ont besoin de plus de temps pour préparer la révolution que nous ne le croyions. De là la nécessité de reviser nos tâches et nos méthodes comme nous l'avons fait au 10^e Congrès du P. C. russe et au 3^e Congrès de l'Internationale Communiste.

Une pause de l'Histoire

Mais si nous ne pouvons recevoir bientôt, en Russie, l'aide de la technique française et allemande, il faut bien que nous consacrons la plus grande attention aux rapports des forces dans notre pays, à l'état de l'agriculture, à l'endurance et à la solvabilité du paysan. De là la nouvelle politique. L'année écoulée nous induit-elle à la reviser ? Non. Le déplacement des forces — qui a commencé par la défaite des ouvriers italiens en septembre 1919 et continué en 1920 par notre retraite sous Varsovie, puis en 1921 par la défaite de l'offensive prématurée du prolétariat allemand, — ce déplacement de forces qui a mis fin au premier élan spontané de la révolution ne s'est pas modifié.

Nous avons souvent appelé, nous servant d'un mot de Lénine, la période qui suit celle du communisme de guerre, une « trêve ». Cette trêve, que nous espérions courte, semble devoir être une pause de l'histoire, et nous ne savons pas encore si des mois ou des années se passeront avant qu'elle finisse. Mais, indéniablement, ce n'est plus d'un simple répit, c'est d'une époque historique qu'il s'agit.

La tâche essentielle du 12^e Congrès

Nous devons, le long du sentier russe, accomplir encore un grand voyage, dans notre pauvre carriole paysanne. Est-elle en bon état ? Tiendra-t-elle ? Voilà la question essentielle. Nos armes, nos procédés, nos méthodes, tiendront-ils pendant toute cette époque ? Examinons d'abord les relations entre la classe ouvrière et la classe paysanne. Elles embrassent la question de la production, car notre industrie repose sur notre économie rurale ; examinons les rapports de la classe ouvrière et des nationalités jadis opprimées (ce n'est, en réalité, qu'une question dérivée de la première), puis les rapports entre le Parti et la classe ouvrière et, enfin, entre le parti et le mécanisme de l'Etat qui, chez nous, est particulièrement défectueux. En réalité, tout absolument se

rattache aux rapports entre le prolétariat et la paysannerie.

Si l'époque de la *Nep* se prolonge, il en résulte que ses dangers se multiplient et que ses problèmes exigent des solutions plus adéquates. Nous devons désormais parler non des nouvelles mesures préventives contre des dangers possibles, mais de la régularisation et de la systématisation des méthodes appropriées à la solution des difficultés de l'époque.

Prolétariat et paysannerie

Dans ses récents articles consacrés à l'*Inspection Ouvrière*, Lénine conclut en somme ainsi : « Allez de l'avant, mais ne vous embaitez pas, rappelez-vous que dans la nouvelle étape mondiale, en présence de la *Nep* à l'intérieur, notre industrie et notre Etat n'ont d'autre appui que l'économie rurale arriérée à laquelle ils ne peuvent demander que des ressources limitées ». Lesquelles ? Il faut ici un calcul attentif. Et les camarades qui, comme Larine, soutiennent que nous demandons trop peu aux masses paysannes, se trompent certainement. Nous ne devons rien demander de plus au paysan que ce qu'il peut réellement nous donner. Nous devons faire en sorte qu'il soit l'année prochaine plus riche que cette année. C'est une formule qu'il comprendra et qui doit être pour cela même à la base de notre politique intérieure. Elle est profondément différente de celle du communisme de guerre. Nous demandons alors au paysan tout l'excédent du nécessaire ; or, sans excédent, une entreprise périclité et tombe. Nous lui disons aujourd'hui : l'excédent est indispensable au relèvement de ton entreprise. Garde-le. Car sans relèvement de l'agriculture, nous n'aurons pas d'industrie.

Oui, nous sommes ici des « conciliateurs ». Nous voulons absolument que le prolétariat s'entende avec la paysannerie. Ainsi est résolue en principe la question quantitative de l'impôt. Reste celle des modalités de prélèvement. L'agriculteur vit avec les saisons, son travail a besoin d'être calculé, prévu. S'il se trouve en présence d'une fiscalité instable ou compliquée, il en souffre. Il faut donc ramener à l'unité les taxes et les impôts infiniment variés. Simplifier l'impôt. Le rendre intelligible au paysan et facile à verser. Etablir l'équivalent en argent de l'impôt en nature.

Exportation et politique fiscale

Notre politique fiscale est un des aspects les plus importants des rapports entre le prolétariat et la paysannerie. Mais à cette question se rattache celle de l'exportation. Si nous sommes tous d'accord pour laisser au paysan l'excédent de sa production, nous devons lui donner les moyens de le réaliser. Il ne le peut pas uniquement sur le marché intérieur, car il en résulte une effrayante disproportion des prix entre les produits de l'agriculture et ceux de l'industrie. Ce n'est pas là une conséquence de l'état de notre industrie, mais plutôt celle de l'isolement de notre agriculture coupée du marché mondial. Ce qu'il faut donc,

c'est donner au paysan la possibilité de vendre sur le marché mondial une partie de sa production.

Entre notre paysan et le marché étranger, il n'y a plus de spéculateurs : il y a désormais l'Etat soviétique assumant le rôle d'intermédiaire. La simplification et la régularisation de notre politique fiscale tient de près à l'exportation des blés russes. Et le monopole du commerce extérieur, condition vitale de la dictature du prolétariat, nous impose ici la nationalisation, le plan unique. On ne peut vendre et acheter au hasard. Notre commerce extérieur doit s'accorder avec le développement de notre économie rurale et tenir compte des possibilités croissantes d'exportation de blé, comme de la nécessité de défendre notre industrie. Car nous sommes résolument partisans du protectionnisme socialiste, sans lequel le capital étranger pillerait notre industrie.

L. TROTSKY.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

VIENT DE PARAITRE :

E. BRAND & H. WALETSKY

Le Communisme en Pologne

3 ANS DE COMBAT

A L'AVANT-GARDE

Préface d'Amédée DUNOIS

Un volume : 3 francs

Franco : 3 fr. 25

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges DANGON, imprimeur.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS
UNISSEZ-VOUS!

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



N°

MOSCOU
KREMLIN.



PETROGRAD
SMOLNY

23

L'Internationale Communiste, revue publiée par le Comité Exécutif de l'I. C., est indispensable aux vrais militants. Elle publie des articles des principaux théoriciens et leaders du mouvement ouvrier révolutionnaire mondial. Elle paraît simultanément en quatre langues à Petrograd, Berlin, Londres et Paris. L'édition française est en vente à la librairie de *l'Humanité*, 120, rue Lafayette, au prix de 4 francs le numéro.